

**CONCLUSION DE LA CÉRÉMONIE DE REMISE DE LA MÉDAILLE D'OR
DE LA FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE
AU PRÉSIDENT EMILIO COLOMBO ET AU PRÉSIDENT JAVIER SOLANA
Lausanne, le 7 octobre 2011**

par José María Gil-Robles, président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe

Mesdames, Messieurs:

Vers la fin de ses mémoires Monnet faisait cette constatation :

« Les racines de la Communauté sont fortes, maintenant, et elles vont loin dans le sol d'Europe. Elles ont survécu à de mauvaises saisons, elles peuvent en supporter d'autres. »

En entendant les diverses interventions faites au cours de la cérémonie, j'ai eu la sensation que vous avez donné le meilleur exemple d'une idée chère à Jean Monnet, à savoir que l'Europe est préparée à surmonter les crises et qu'elle se bâtit sur celles-ci et sur les solutions qu'on y apporte. Voilà un puissant message en ces temps d'euro-scepticisme où il est à la mode d'être pessimiste sur le futur de l'Europe.

Il convient de la rappeler maintenant que nous sommes en plein orage, que la tourmente monétaire déclenchée outre Atlantique fait encore rage. Il ne faut pas se laisser prendre par les pronostics pessimistes, toujours à la recherche du sensationnalisme et souvent intéressés de certains milieux. L'euro bouscule beaucoup d'intérêts. Sa stabilité est la condition de l'indépendance de l'Europe, qui gêne beaucoup de monde. A croire ces milieux, l'euro aurait dû s'écrouler il y a longtemps ; il se porte toujours bien, malgré les efforts pour provoquer sa chute. Helmut Schmidt a dit : ce n'est pas l'euro qui va mal mais certains pays de la zone euro.

Rendons hommage à M. Trichet, dont l'action a démenti d'une façon éclatante les préjugés qui ont entouré sa nomination.

Certes les insuffisances de l'union économique sont encore criantes et les difficultés de plusieurs pays très graves. Mais ces difficultés ont donné lieu à une demande de plus d'Europe et non de moins d'Europe. Sans grands éclats, presque en catimini, en puisant dans les ressources des traités ou en apportant un minimum de retouches, un énorme pouvoir vient d'être transféré à l'Union, celui d'établir les orientations communes pour les politiques économiques et budgétaires nationales.

Ce qui me frappe, c'est la manière dont les peuples, notamment les plus touchés, ont accepté ce transfert.

Des tâtonnements, il y en a eu, des difficultés, des tiraillements et parfois des bras de fer entre les Etats membres et les institutions. C'est tout à fait naturel, ce n'est pas simple à faire, et moins encore au milieu de l'orage. N'attendons pas une solution parfaite et définitive ; les procédures, les réalisations doivent être mises à l'épreuve, un long rodage sera nécessaire.

Nous avons vu d'ailleurs que le transfert de nouvelles compétences à l'Union commence souvent par son attribution au Conseil européen, cette institution communautaire à composante intergouvernementale, les gouvernements se faisant l'illusion de garder comme cela la mainmise sur ces pouvoirs.

Un temps est nécessaire pour percevoir que la coopération intergouvernementale est toujours à l'origine de lenteurs et de dysfonctionnements, que ni une présidence permanente ni un directoire suffisent à résoudre.

Mais, même dans cette phase intergouvernementale, il est essentiel que l'initiative et l'exécution des décisions soient dans les mains de la Commission. Il n'y a pas d'autre institution de l'Union qui ait le savoir-faire et la vision de l'intérêt commun qu'on y trouve. C'est pour cela que l'initiative et l'exécution doivent lui revenir comme une garantie pour tous les pays d'Europe qu'on est devant cette recherche de l'intérêt général que Monnet avait toujours mis en avant. Quant au Parlement européen, il est essentiel qu'il puisse exercer sa mission de contrôle d'une façon efficace.

Je ne dis pas que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Loin de là. Nous sommes dans l'une des plus graves crises auxquelles l'Union a dû faire face. Je veux seulement relever que beaucoup de décisions importantes ont été prises et dans la bonne direction.

« L'essentiel – écrivait encore Monnet – est de s'en tenir aux quelques points fixes sur lesquels nous nous sommes concentrés depuis le premier jour : créer progressivement entre les hommes d'Europe le plus vaste intérêt commun géré par des institutions communes démocratiques auxquelles est déléguée la souveraineté nécessaire ».

Monnet lui-même avait fait à l'époque des suggestions concrètes qui sont toujours d'actualité.

Car c'est par des réalisations concrètes qu'on a noué et continue de nouer qu'existera la solidarité de fait entre Européens.

Les institutions de l'Union viennent d'être réaménagées par le traité de Lisbonne. Il faut en tirer tout leur potentiel, pour sortir de la crise et pour engager des chantiers du futur comme l'énergie, les grands réseaux de transport et bien d'autres. On ne pourra pas le faire si on ne donne pas à l'Union des moyens financiers suffisants. Sortir de la crise, maîtriser ses effets, est urgent et inéluctable. Nul ne critiquera les gouvernants européens d'y consacrer le meilleur de leurs efforts.

Mais en 2014, je suis convaincu que la phase aigüe de la crise aura été surmontée et l'échéance budgétaire sera là : on ne pourra pas avoir une Union forte, solidaire, dotée de politiques efficaces pour ses citoyens avec un budget misérable. On dit et on répète qu'on a besoin de plus d'Europe, mais on n'aura pas plus d'Europe avec moins d'argent. Je l'ai dit au Conseil européen de Luxembourg en 1997, puis au Conseil informel de Pörttschach, puis lors de toutes les occasions possibles.

Les magnifiques leçons que nous venons d'entendre lors de la cérémonie offrent toutes sortes de pistes pour le futur. Merci à ceux qui ont bien voulu nous les donner.